



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-sixième session
Rome, 28-29 avril 1999

RAPPORT INTÉRIMAIRE SUR LA STRATÉGIE GLOBALE
DE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE DU MANIOC

RAPPORT INTÉrimAIRE SUR LA STRATÉgie GLOBALE DE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE DU MANIOC

Introduction

1. À sa soixante-deuxième session, en décembre 1997, le Conseil d'administration a approuvé un don d'assistance technique d'un montant de 200 000 USD pour financer partiellement des activités menées dans le cadre de la première phase d'un programme de recherche-action lié à la stratégie globale de développement de la culture du manioc. Lorsqu'il a approuvé ce don, le Conseil d'administration a prié le Président du FIDA de rendre compte des résultats de cette stratégie et des engagements effectifs en sa faveur.
2. Une réunion internationale réunissant les diverses parties prenantes avait à l'origine été prévue pour la fin de 1998 afin d'approuver officiellement la stratégie, en se fondant sur l'hypothèse que les études préparatoires nécessaires et les consultations correspondantes seraient alors achevées. Or, du fait du nombre toujours croissant de gouvernements et d'autres partenaires intéressés par la planification stratégique du développement de la culture du manioc, et du souci d'assurer la participation décisive des parties prenantes, les examens participatifs et les consultations aux échelons populaire, national et régional ont pris plus de temps que prévu.
3. La présente note d'information est donc un rapport intérimaire sur les progrès accomplis dans la planification stratégique du développement de la culture du manioc, sur les initiatives d'action consécutive en cours sur le terrain, et sur les prochaines étapes qui conduiront à adopter et à mettre en oeuvre cette stratégie.

Historique

4. La formulation de la stratégie globale de développement de la culture du manioc a été lancée lors d'une réunion internationale de brassage d'idées convoquée par le FIDA à la mi-1996. Cette réunion avait noté que la production de manioc était étroitement associée, sans en être la cause, à la pauvreté des ménages ruraux dans bien des régions du monde; les ménages pauvres sont marginalisés et vivent souvent dans des régions reculées - les mêmes que celles où le manioc pousse bien. Cette relation a permis d'imaginer que le développement des perspectives commerciales du manioc et des produits que l'on peut en tirer permettrait d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages, en particulier pour ceux qui manquent le plus de ressources; et partant de contribuer notablement à la lutte contre la pauvreté.
5. À la lumière des enseignements tirés d'interventions ponctuelles, la réunion a reconnu qu'il était nécessaire de formuler un plan stratégique global visant à identifier, par des moyens pilotés par la demande et de manière systématique, les perspectives et les contraintes à chacun des stades du cycle de valorisation du produit; les dimensions et les priorités régionales et nationales; et les ponts qui pouvaient être jetés entre la recherche et la vulgarisation, et entre la production et la consommation. Ce plan devait aussi traiter des questions techniques et socio-économiques liées aux systèmes agricoles, à la problématique homme-femme et à l'environnement.
6. En se fondant sur l'idée commune que le manioc pouvait non seulement contribuer à la sécurité alimentaire des ménages producteurs et consommateurs, mais pouvait aussi stimuler le développement industriel en milieu rural et relever les revenus des ruraux, le plan stratégique proposé poursuivait les objectifs ci-après:



- identifier les perspectives d'investissement privé et d'interventions publiques pour corriger les échecs commerciaux et contribuer à renforcer la sécurité alimentaire;
- identifier les contraintes afin de définir un calendrier de recherches et de sérier les priorités, et définir des mécanismes institutionnels financièrement efficaces pour contribuer à rationaliser l'affectation de ressources publiques et privées à la recherche;
- établir un cadre pour la coopération technique, à l'échelon international, dans le domaine de la recherche et du transfert de technologies, qui refléterait les spécificités régionales et nationales, ainsi que les avantages comparatifs des différentes institutions; enfin
- planter le décor en vue d'un débat futur sur les questions mondiales, comme le commerce, susceptibles d'influencer le développement de la culture du manioc.

Le processus d'examen et de consultation

7. Affirmant ainsi son rôle de catalyseur dans la formulation de cette stratégie, le FIDA a approuvé en 1997 un don de 200 000 USD pour financer la recherche-action thématique sur les questions transverses liées à l'agro-transformation et à l'expansion des marchés, ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la problématique homme-femme, cherchant ainsi à faciliter les consultations entre les diverses parties prenantes en vue de définir les priorités régionales et d'identifier les possibilités d'investissement. Les activités financées par ce don sont bien avancées, mais le taux de décaissement a souffert de certaines lenteurs dans la mobilisation des parties intéressées et du temps que prend un processus véritablement participatif; il a donc fallu reporter la date de clôture des activités de recherche-action à fin 1999.

8. Les examens et consultations auxquels le FIDA a apporté sa médiation ou son (co)financement, aux échelons international et régional, ont suscité la participation et reçu l'appui de parties comme les groupements paysans, les ONG et le secteur privé; les partenaires internationaux d'aide au développement, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale, l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), l'Institut national de recherche du Royaume-Uni (NRI), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement/Promotion des amyloïdes (CIRAD/PROAMYL-France), le Centre canadien de recherche pour le développement international (CRDI), la Direction suisse de la Coopération au développement (CDS), l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), et le Fonds commun pour les produits (FCP), les instituts de recherche nationaux et régionaux, et les réseaux qui y sont associés; enfin des organisations intergouvernementales des pays producteurs de manioc d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes.

9. Le travail de planification stratégique se fonde sur une série d'études diagnostiques, notamment trois études régionales (Afrique; Asie; et Amérique latine et Caraïbes) et des monographies par pays (intéressant notamment le Brésil, la Colombie, le Ghana, le Nigéria, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Thaïlande et le Viet Nam). Par ailleurs plusieurs examens thématiques ayant trait aux problématiques transverses ont été entrepris et cofinancés par le FIDA et d'autres partenaires, et ont notamment porté sur les marchés du manioc: définition des produits et identification des marchés à l'échelon national et international; aspects liés à

l'environnement, par exemple pollution résultant de la transformation du manioc, gestion de la fertilité des sols, et lutte contre l'érosion; enfin sécurité alimentaire, problématique homme-femme et nutrition.

10. Un projet de document stratégique a été établi en 1998 à partir des études susmentionnées, et il a ensuite été examiné, à l'échelon régional, à l'occasion d'ateliers réunissant les parties, qui ont contribué à déterminer les priorités régionales. D'autres consultations régionales ont suivi, à savoir:

- en Amérique latine à Cali (Colombie) en avril 1998, à l'initiative du CIAT;
- en Afrique de l'Est et en Afrique australe à Kampala (Ouganda) en juin 1998, sous l'égide du Marché commun des pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA);
- en Asie à Bangkok (Thaïlande) en novembre 1998, à l'initiative du CIAT.

11. À Cotonou (Bénin), en novembre 1998, une réunion de brassage d'idées sur les priorités de recherche a été organisée par des chercheurs de 34 pays africains, à l'occasion du septième colloque de la branche africaine de la Société internationale pour les plantes racines et tubercules tropicales.

12. La seule consultation régionale qui reste à tenir intéressera les intervenants d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale; elle est prévue à la mi-mai 1999 à Accra (Ghana). Pour assurer aux parties prenantes la pleine maîtrise du projet, cette consultation a été reportée pour permettre à la Conférence des directeurs de recherche agricole d'Afrique de l'Ouest (CORAF) de mener à bien les activités, actuellement en cours, d'établissement des priorités selon les zones agro-écologiques de la sous-région. La réunion d'Accra permettra d'établir un plan d'action pour le développement de la culture des plantes racines et tubercules dans la région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, initiative pour laquelle le concours du FIDA a été sollicité par la Conférence des ministres de l'agriculture des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Les débats porteront notamment sur ce qui suit:

- renforcement du réseau du CORAF sur les plantes racines et tubercules et liaison avec les réseaux plantes racines et tubercules d'Afrique de l'Est (EARRNET) et d'Afrique australe (SARRNET);
- activités régionales de projets visant à promouvoir la sécurité alimentaire, la formation de revenus et la création d'emplois par le biais de la diversification des produits dérivés du manioc, et de l'expansion des marchés correspondants;
- projets d'investissement prioritaires pour une action consécutive éventuelle à l'échelon des pays, menés par le FIDA ou d'autres donateurs.

Résultats intérimaires et liaisons avec la planification stratégique

13. Les monographies qui ont été établies et les consultations en cours ont contribué à sensibiliser les parties concernées aux nouvelles possibilités d'investissement et de partenariat. Ce processus a par ailleurs favorisé le lancement d'activités consécutives et les liaisons opérationnelles avec d'autres initiatives sur le terrain, jetant ainsi les bases de la collaboration à la mise en oeuvre future du plan stratégique. Certaines de ces initiatives sont brièvement présentées ci-après:

- Un pas important a été fait en direction de la mise en place de mécanismes internationaux efficaces de consultation, réunissant les représentants des gouvernements des grands pays producteurs et consommateurs de manioc, la décision ayant été prise en 1998 d'étendre le mandat du Groupe intergouvernemental de la FAO sur les céréales et les légumineuses (IGG) en tant que voie institutionnelle d'acheminement des projets de valorisation des plantes racines et tubercules pour (co)financement par le Fonds commun pour les produits. Dans ce contexte, la projection à long terme de l'offre et de la demande jusqu'à 2005 a été complétée en 1998 par une étude



globale de marché financée par la FAO, le CRDI et le FIDA, ayant pour objet de définir les produits dérivés du manioc propres à la consommation des ménages et à des usages industriels, et d'identifier les marchés intérieurs dans les pays producteurs, et les marchés d'exportation potentiels en Europe et en Amérique du nord.

- À la lumière des besoins et des perspectives qui ont pu être identifiés à l'occasion de la consultation des parties intéressées en Amérique latine et dans les Caraïbes, le CIAT a avancé une proposition visant l'établissement d'un consortium sans but lucratif, à l'échelon de toute la région, de développement de la culture du manioc, réunissant des représentants des secteurs public et privé, ainsi que des ONG et des organisations d'agriculteurs. L'objectif sera de mettre en place "un mécanisme autofinancé d'établissement des priorités, de définition des stratégies et de financement des activités coopératives internationales de recherche sur le manioc qui sont jugées par les membres du consortium comme essentielles au développement de cette culture dans leur pays respectif". Le CIAT collabore déjà activement avec des projets appuyés par le FIDA dans la région (par exemple au Brésil et en Colombie), où des dispositions ont été prises pour former certains segments du groupe-cible du FIDA à la production de produits d'affouragement à partir des racines et du feuillage du manioc, à titre de solution permettant de diversifier les revenus.
- En Afrique subsaharienne, des propositions de projets régionaux ont été établies par l'IITA, sous l'égide des réseaux sous-régionaux concernés par les plantes racines et tubercules en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, ainsi qu'en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Les activités de projets visent à promouvoir la production durable, l'agro-transformation et l'expansion des marchés, afin d'améliorer le revenu des femmes et des pauvres, et de renforcer les réseaux de recherche sous-régionaux.
- Les activités de planification stratégique en Afrique subsaharienne (en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale en particulier) sont fondées sur l'expérience déjà notable acquise par le FIDA dans le domaine du développement de la culture du manioc. La détermination du Ghana, et sa longue expérience de la valorisation du manioc (notamment avec l'approvisionnement des marchés locaux et urbains en denrées traditionnelles, et les exportations de cossette de manioc du secteur privé) constituent une base riche de promesses pour une approche globale du développement des systèmes-produits. Les portefeuilles communs de projets FIDA/Banque mondiale au Ghana comportent une gamme d'interventions, qui vont de la dotation en infrastructures rurales à la fourniture de services agricoles et financiers ruraux, et offrent donc la possibilité de mobiliser une masse critique d'activités pour contribuer à la transformation agricole (c'est-à-dire passer d'une agriculture de subsistance à la gestion durable des ressources). Les résultats des interventions antérieures du FIDA au Ghana seront consolidés dans le cadre du programme, lancé récemment, d'amélioration des plantes racines et tubercules, qui agira selon deux axes, à savoir sur la distribution de matériel génétique amélioré et la promotion de la transformation et des liaisons commerciales.
- Un programme analogue est prévu au Nigéria, à titre d'action consécutive au programme de multiplication du manioc appuyé par le FIDA, qui a contribué à faire plus que tripler la production nationale de manioc, faisant de ce pays le plus gros pays producteur au monde.
- Le Gouvernement de la République du Niger a récemment sollicité le concours du FIDA pour mettre en oeuvre une initiative nationale de développement de la culture du manioc, qui prévoit des essais, la multiplication et la distribution de variétés améliorées adaptées aux conditions climatiques sahéliennes, et la promotion de la transformation et de la commercialisation du manioc.



- Au Bénin, la détermination du gouvernement en faveur du développement de la culture du manioc, et les résultats prometteurs obtenus par les programmes de formation de revenu et de microfinancement appuyés par le FIDA ouvrent de belles perspectives de liaisons sur le terrain.
- Dans la région Asie et Pacifique s'est créé un vaste consensus accordant au manioc un rôle déterminant dans le développement rural. Ce rôle continue d'évoluer, principalement sous l'effet de la mondialisation des marchés, de la croissance à long terme du revenu, de l'accroissement de la population, des nouvelles solutions technologiques pour la transformation du manioc, et du rôle des énergies nouvelles. La fonction du manioc dans le développement est axée sur les solutions futures d'utilisation du produit, qui reposent sur la concentration, l'innovation et/ou la concurrence. La gamme très diversifiée de produits dérivés et de solutions commerciales fait du manioc un élément d'une très grande flexibilité dans une stratégie de développement visant la formation de revenu et la protection de l'environnement, ces deux objectifs étant jugés les plus importants pour la région. Les catégories de produits dérivés qui sont considérés les plus prometteurs pour la région sont les suivantes: amidon (naturel et modifié); dérivés de l'amidon (une large gamme de produits ménagers et industriels); amuse-gueule et mets ethniques; enfin farines et produits d'alimentation animale. Les trois activités de recherche-développement que l'on estime les plus importantes pour atteindre les objectifs de développement sont les suivantes: transformation et élaboration de produits, développement des marchés, et amélioration variétale. L'identification de projets potentiels s'est opérée pour l'essentiel selon ces axes, à l'exception d'une proposition visant à réduire l'impact de la transformation de l'amidon sur l'environnement.

Prochaines étapes de la formulation de la stratégie et de sa mise en oeuvre

14. Après la réunion, qui aura lieu à Accra du 10 au 14 mai 1999, et qui viendra clore le cycle des consultations régionales entre les parties concernées, un atelier de synthèse se tiendra à Rome les 8 et 9 juin 1999 ; il réunira les membres du noyau central du groupe de travail (FAO, CIAT, IITA, CIRAD et NRI) ainsi que les représentants des principaux donateurs, pour faire le point des résultats du processus de planification stratégique, convenir d'une méthode d'adoption de la stratégie, et jeter les bases nécessaires pour un démarrage sans heurt de la mise en oeuvre.

15. Les parties concernées seront ensuite invitées à prendre part à une réunion internationale, du 19 au 21 octobre 1999, afin d'approuver officiellement le document de stratégie et le plan de mise en oeuvre associé. Seront également discutées les contributions possibles à la mise en oeuvre de la stratégie, dans le contexte des projets, en cours ou prévus, et des programmes d'investissement ou d'assistance technique, financés par des fonds privés et publics, associant les ressources locales et des prêts ou des dons extérieurs. Un rapport final rendra compte des résultats de cette réunion et des engagements correspondants, et sera soumis, en temps utile, au Conseil d'administration du FIDA.